

Reportage

Construction du " Grand marché " de Libreville : la nature a repris ses droits



L'entrée du site est aujourd'hui envahie par des vendeurs de fruits notamment les agrumes.



L'entrée des anciens Jardins de la Peyrie est obstruée par des tas d'immondices.

Guy-Romuald MABICKA

Libreville/Gabon

Prévus pour durer environ 24 mois, les travaux d'édification de cette infrastructure commerciale, qui devait recevoir environ 3 000 commerçants, n'ont jamais débuté.

CINQ ans et deux mois. C'est le temps que l'on a déjà passé à attendre le "Grand marché" de Libreville. Le 10 mai 2013, a été posée la première pierre en vue de l'édification de ce qui devait être le plus grand espace commercial de la capitale gabonaise. Par Raymond Ndong Sima, alors Premier ministre. La présentation de l'infrastructure projetée avait été faite par Jean-François Ntoutoume Émane, à l'époque édile de Libreville. Elle devait être érigée sur le site des anciens Jardins de la Peyrie. Le jour de la pose de la première pierre, l'on avait retenu que le "Grand marché" de Libreville devait recevoir

environ 3 000 commerçants. Les travaux étaient prévus pour durer deux ans environ. Et devaient générer près de 1 000 emplois directs avant la livraison définitive fixée en décembre 2015. Plus de soixante-deux mois après, tout est toujours au point mort. Sur le site, à la place de l'infrastructure commerciale, la nature sauvage a repris ses droits. Offrant ainsi aux nombreux délinquants écumant dans les environs un refuge idéal. **PLUSIEURS SERVICES POURTANT PRÉVUS.** Aujourd'hui, l'entrée principale du site est envahi par les vendeurs de citrons et autres pamplemousses pour écouler leurs produits. Certains jeunes s'en servent aussi comme parking qu'ils "louent" temporairement aux visiteurs. Le long de la barrière des anciens Jardins de la Peyrie, mais également en face, des centaines d'opérateurs économiques ont transformé les trottoirs en espaces de vente. Cela jusqu'à la pharmacie de Mont-Bouët. Parce que, à

l'intérieur du marché de ce quartier du troisième arrondissement de la première cité administrative du Gabon, il n'y a plus de places à attribuer aux commerçants. L'infrastructure devait compter plus de 2 560 étals équipés de chambres froides, 420 box, une salle polyvalente et 186 autres boutiques. Il y était également prévu des espaces de restauration, de certification des produits vendus et pour le traitement des déchets, une garderie, des aires de stationnement ainsi que des services postaux, bancaires, internet, etc. « Plus de cinq ans après la pose de la première pierre du joyau architectural promis, et qui devait nous permettre d'exercer dans de meilleures conditions hygiéniques et sécuritaires et offrir un visage à l'architecture urbaine, rien n'a été fait. Le site est enherbé et il n'est pas rare que les fumeurs de chanvre s'y réfugient », déplore un commerçant. Le projet est donc toujours au point mort. Outre la si-

tuation présentée plus haut, de nouveaux arbustes y ont poussé. La palissade entourant le chantier s'est désagrégée. En plus de subir la loi des vandales qui le pillent et l'incivisme de la population environnante, le matériel qui a été déposé subit le choc des intempéries. **SUJET PAS A L'ORDRE DU JOUR.** Les commerçants, jadis déguerpis, sont également revenus en masse occupant tout le domaine public des feux tricolores de la Peyrie au carrefour Mont-Bouët, squattant les abords du chantier et dans des conditions précaires, tandis que la zone s'est transformée en repaire de bandits. De l'autre côté, les usagers de l'actuel marché Mont-Bouët ne comprennent pas ce retard ou les raisons du non-démarrage des travaux. D'autant que le futur "Grand marché" de Libreville devait fluidifier la circulation de la marchandise et des personnes, tout en désengorgeant le centre-ville. « Personne ne pourrait expliquer les raisons

exactes de l'arrêt des travaux. Personne n'est jamais venue nous parler de cette infrastructure commerciale depuis le départ de la mairie de Jean-François Ntoutoume Émane », souligne, goguenard, un commerçant. Aujourd'hui, de nombreux gabonais qui ont cru à ce projet s'interrogent. Ils estiment que celui-ci n'est pas le fait du seul ex-maire de la capitale gabonaise. Et que la continuité de l'administration devait jouer. A l'Hôtel de Ville, le sujet ne semble pas à l'ordre du jour. C'est du moins le sentiment que l'on a eu en échangeant, la semaine dernière, avec certains responsables de cette institution. **PROJETS MORT-NÉS.** Pour rappel, le projet du "Grand marché" de Libreville avait été élaboré et conçu par le bureau Agora Engineering & Développement de Dubaï. Il devait être réalisé par le groupe suisse Webcor, pour un coût estimé à environ 28 milliards de nos francs qui devait entièrement être

supporté par Webcor. Sa construction projetée décollait du contrat de partenariat signé le 12 juin 2010 entre la commune de Libreville et le groupe suisse. Et portait sur l'édification et la mise en gestion de la future infrastructure commerciale. Le 16 novembre 2012, les deux parties concluaient une "convention portant avantages fiscaux et douaniers", en vue de la construction et de l'exploitation dudit marché. Jusqu'à notre passage sur les lieux, hier, il n'y avait pas l'ombre d'un engin sur le chantier. Certains commerçants qui avaient cru à ce projet sont très amers et n'hésitent pas à accuser les pouvoirs publics qui les auraient trompés. Ils avouent avoir même donné de l'argent à des agents de la mairie pour leur garantir des places dans ce marché. Aujourd'hui, ils les accusent d'escroquerie. Entendu que, probablement, l'espace commercial rêvé ne verra plus jamais le jour. Comme beaucoup d'autres projets mort-nés.



Voici le spectacle désolant qu'offre ce projet mort-né aux visiteurs.



Voici la maquette de ce qui devait être le "Grand marché" de Libreville.